

Mgr Chaput demande aux catholiques de militer pour le “bon scolaire”

Author : Jeanne Smits

Categories : [Jeanne Smits](#), [Points non négociables](#), [points non négociables](#)

Date : 30 janvier 2012



A l'approche des élections il est temps de méditer [l'éditorial](#) de Mgr Charles Chaput, archevêque de Philadelphie, qui s'est exprimé dans le journal catholique local, Catholic Standard and Times, sur le **devoir des parents catholiques de militer pour le bon scolaire**. Je vous propose ma traduction d'importants extraits de son texte, publié jeudi dernier en vue de la Semaine des écoles catholiques qui s'ouvre lundi. Il intervient en un moment difficile pour les écoles catholiques, alors que l'archidiocèse vient [d'annoncer](#) la fermeture de 17 de ses écoles secondaires et de 44 de ses 156 écoles régionales ou élémentaires, obligeant 24.000 élèves à changer d'établissement. Il est temps que les parents prennent leurs responsabilités

politiques, dit sans ambages le texte de Mgr Chaput, qui rend d'abord hommage à la « valeur unique » de l'éducation catholique, au dévouement de ceux qui s'en occupent depuis des décennies et qui leur permettent d'exister et d'être excellentes. Un texte que l'on peut transposer en ce qu'il a d'essentiel à bien d'autres lieux de la planète et notamment à la France, aussi bien pour les écoles sous contrat, pour les libérer, et pour les écoles hors contrat, intégralement financées par les familles au prix d'importants sacrifices... – J.S.

« Hélas, les écoles fonctionnent grâce à des ressources, et pas seulement la bonne volonté et le service héroïquement rendu. Nos écoles ne peuvent plus s'appuyer sur le soutien sans limites de l'Église. Ces ressources, tout simplement, n'existent pas. Un grand nombre de nos paroisses font face à des difficultés financières. L'archidiocèse lui-même se trouve confronté à des défis sérieux sur le plan de la finance et de l'organisation : ils se sont développés au fil des ans et ne peuvent être ignorés.

Où cela nous conduit-il ? Nous pouvons célébrer la Semaine des Ecoles catholiques cette année en prenant concrètement à bras le corps les problèmes fiscaux qui font du tort à nos écoles. Nous devons faire pression sur nos législateurs, avec respect mais vigoureusement, pour qu'ils inscrivent dans la loi le [libre] choix de l'école.

D'abord, nous devons être clairs. Le bon scolaire, ce n'est pas « un soutien public pour les écoles confessionnelles ». Cet argument est tout bonnement faux. *Aucun bon ne va à aucune école, qu'elle soit confessionnelle ou non.* En revanche, le bon scolaire rend le pouvoir du choix de l'éducation aux parents, à qui précisément il appartient. Ce faisant, le bon scolaire rend toutes les écoles plus responsables de la qualité de l'éducation qu'elles offrent. Les parents reçoivent le bon scolaire. Les parents choisissent l'école. Cela est parfaitement sensé. Si une école offre une éducation de piètre qualité aux jeunes, les parents, très justement, voteront avec leurs pieds – et leurs bons. Evidemment, la plupart des écoles catholiques font l'inverse : elles offrent une éducation forte, dans un environnement sûr, en focalisant sur le développement d'un bon caractère moral. Voilà pourquoi les parents sont si malheureux de les voir fermer.

Certaines personnes avancent que la loi sur le choix scolaire n'aide que les familles des zones les plus pauvres. Aider les pauvres est une nécessité vitale, évidemment, et le bon scolaire permettrait de faire cela. Mais le bon scolaire aide bien d'autres familles que les plus pauvres. (...)

Voici un fait regrettable : en 2011, les évêques de Pennsylvanie ont fait de la loi sur le bon scolaire une de leurs priorités législatives. Plusieurs personnes (...) ont travaillé dur pour mobiliser le soutien des catholiques. Leurs efforts ont échoué – non parce qu'ils n'ont pas fait ce qu'il fallait, mais parce que trop peu de personnes qui fréquentent nos églises les ont écoutés. Très peu de catholiques ont appelé ou écrit à leurs députés et sénateurs. Ils ont été encore moins nombreux à se rendre dans leurs bureaux pour faire un travail de lobbying citoyen. Malgré cela, le bon scolaire a été adopté au sénat, avant d'être bloqué à la chambre. Un militant du choix scolaire, qui n'est pas catholique, et qui a dépensé généreusement des années de son temps et des millions de dollars qu'il a lui-même donnés, pour défendre le bon scolaire comme une question de justice sociale, a été ébahi par l'incapacité des catholiques à

se mobiliser autour d'une question si évidemment vitale pour l'intérêt public et si clairement capable d'aider à la survie de leurs propres écoles.

Au cours de la semaine qui vient j'écrirai à chaque sénateur d'Etat et à chaque représentant du territoire de cet archidiocèse pour faire pression pour qu'ils adoptent le bon scolaire. Et je continuerai de le faire jusqu'à ce que le bon scolaire devienne la loi. J'espère que mes frères évêques et pasteurs de tout l'Etat en feront autant. Plus important encore : *notre peuple catholique doit faire la même chose*. Mais si, les élus écoutent ! Et ils agissent lorsque le bruit devient suffisamment fort. A défaut d'autre chose, la crise des écoles catholiques de Philadelphie est un appel au réveil déplaisant, mais finalement très salutaire. La facture pour notre échec à faire adopter le choix scolaire au cours de cette dernière décennie est venue à échéance. Désormais nous payons la note.

Lorsque le bon scolaire a échoué, pour la énième fois, à la Chambre de Pennsylvanie à l'automne, un mien ami maître d'école catholique frustré a lâché : « Les catholiques sont des abrutis. » Je ne le crois pas. Mais d'un autre côté je suis nouveau, ici. Si nous, catholiques de Philadelphie, aimons nos écoles catholiques, comme nous le faisons évidemment, le temps de devenir actifs et concentrés, c'est maintenant. Nous devons commencer à faire pressions sur nos législateurs pour qu'ils adoptent la loi sur le choix de l'école – y compris le bon scolaire et des crédits d'impôts pour l'amélioration de l'éducation – actuellement pendante à Harrisburg. Et nous devons le faire cette semaine, aujourd'hui, *tout de suite*. Je vais le faire moi-même. J'espère que vous ferez comme moi. »

© [leblogdejeannesmits](#) (pour la traduction).

[Réseau Riposte catholique](#)